

**Union européenne - Mercosur -
Réponse de M. Jean-Baptiste
Lemoyne, secrétaire d'Etat auprès
du ministre de l'Europe et des
affaires étrangères, à une question
d'actualité au gouvernement au
Sénat**

(Paris, 06 février 2018)

(Question sur le Mercosur)

Monsieur le Président,

Mesdames, Messieurs les Sénateurs,

Je crois que nous avons en commun sur les bancs de cette assemblée et sur les bancs du gouvernement aussi la volonté de défendre nos terroirs et nos producteurs. Qui sont celles et ceux qui font gagner la France. Il faut le dire le monde agricole est bénéficiaire grâce à cette excellence.

S'agissant du Mercosur, la France est et continue à être mobilisée pour défendre un certain nombre d'intérêts. Le Premier ministre a reçu il y a quelques jours Cecilia Malmström, commissaire européenne au commerce, et a rappelé un certain nombre de lignes rouges.

Lors de la conférence ministérielle de l'OMC à Buenos Aires, nous avons - Jean Bizet en est témoin -, réactivé une coalition de onze Etats membres qui souhaitent le respect ferme d'un certain nombre de sensibilités agricoles.

Et, naturellement, la France continuera à être intraitable en matière de sécurité sanitaire en faisant en sorte, par exemple, qu'un maximum des contingents de viande importée soit en Hilton. Cette exigence de qualité caractérise nos producteurs.

Dès que le président de la République ou un membre du gouvernement se rend à l'étranger, nous nous efforçons de lever un certain nombre de barrières à l'accès. À la suite du voyage du président de la République en Chine, de nouveaux débouchés s'ouvriront à la filière bovine d'ici à quelques mois, et son voyage en Irak au mois de décembre a permis que l'embargo sur la volaille soit enfin levé. Nous partageons cette même ambition.

Sachez que si nous avons des intérêts défensifs, nous avons également des intérêts offensifs

concernant nos producteurs de vins et de spiritueux ou nos producteurs de lait - je sais que vous êtes particulièrement impliqué dans cette filière au sein du grand Massif central, Monsieur le Sénateur. Ces producteurs attendent un certain nombre de débouchés grâce à la signature de ces accords. Il nous revient donc d'être à la fois en défense et à l'offensive./.

(Source : site Internet du Sénat)